



Communistes

Lien d'échanges et de communication

Sur le vif



Gilles Garnier
membre du Comité
exécutif national

Des communistes attentistes ? Des communistes résignés ? Des communistes inquiets ? Et pourtant ? Ne sont-ils pas au diapason de la colère sourde de notre peuple face à cette droite qui continue de frapper et de frapper fort en ce début d'été caniculaire. De plus, dans cette morosité ambiante, le seul rayon de soleil de la France en finale de la coupe du monde a été terni par son échec. L'avenir se construit dès aujourd'hui. Le parti communiste a été de toutes les luttes et de tous les rassemblements contre la droite et sa politique libérale. Il n'a eu de cesse de travailler au rassemblement de toutes celles et de tous ceux qui ne se résignent pas. Il ne le fait pas pour lui, dans un froid calcul d'appareil, mais parce qu'il sait que notre société peut être à l'aube d'une des plus fortes régression sociale et politique portée par une droite qui n'attend que son heure définitive pour mettre en place une révolution conservatrice. « Que toutes les digues tombent » pourrait être le mot d'ordre de Sarkozy. Les digues de protection collective, de garanties démocratiques, les revanchards n'attendent que de porter l'estocade. Mais la France, la vraie France, celle de ceux qui résistent leur donne du fil à retordre. Elle a su le faire le 29 mai 2005 comme au moment du CPE. Nous sommes à un carrefour. Comme nous avons su le faire à chaque moment critique de l'histoire, nous devons à la fois dire non à la régression sociale et démocratique, mais aussi tenter de dessiner un autre avenir ! Les salaires trop bas, les privatisations assumées ou rampantes, les rafles d'enfants, tout nous incite cet été à ne pas baisser les bras. Nous ne sommes pas seuls et jamais les communistes n'ont eu cette vocation. C'est le sens de

**“Sur les places
et sur les parvis...”**

notre démarche de congrès. Les centaines de comités d'union populaire ont reçu le courrier de Marie-George Buffet. Ils savent dans quel esprit nous voulons travailler sans exclusive ni exclusivité, dans un esprit de rassemblement dont au jour d'aujourd'hui nous aurions tort de délimiter les contours. Les communistes ont cette responsabilité d'aider à ouvrir cette perspective en élargissant et en popularisant cette démarche unitaire. Nous pouvons être le ferment de cette pâte qui lève en ayant ni tabou ni retenue dans les discussions engagées partout dans le pays tant sur le programme de l'alternative que sur toutes les candidatures à toutes les élections à venir. Les 1000 rencontres que nous avons décidés vont dans ce sens. Alors qui a dit renoncement ? Allons-nous en sur les places et sur les parvis... ■

Servez-vous 1000 rencontres pour un plan d'urgence sociale

Un tract disponible auprès des fédérations. 6 affiches sur 6 thèmes différents exprimant nos propositions pour un plan d'urgence sociale : logements, salaires, retraite/santé, sécurité, emploi et délocalisation

Le Conseil national met à disposition chaque semaine une aide à la communication de proximité, composée d'un dossier et de plusieurs projets de tracts, maquetés au format bureautique. Ils sont disponibles et téléchargeables sur Internet (www.pcf.fr rubrique « tracts »).



Fête de l'Humanité Un rendez vous national exceptionnel !



On annonçait mardi soir, 17 825 vignettes-bons de soutien diffusées par les militantes et militants communistes dont 12 159 par celles et ceux d'Ile de France. Un résultat permettant d'envisager sérieusement la réussite de l'objectif de diffuser 10 000 vignettes de plus cette année ! En présence de Patrick Le Hyaric, Marie George Buffet a appelé à poursuivre l'effort engagé en inscrivant la préparation de la fête - et le soutien au journal - au cœur de toutes les initiatives que prendront les communistes durant l'été. Le prochain rendez vous national sera organisé par les sections d'entreprises de la fédération de Paris le 8 août

Les communistes en Avignon

De nombreuses rencontres sont proposées aux festivalier-e-s par le PCF. Parmi elles, Marie George Buffet participait hier à une rencontre sur les droits des femmes et à un débat sur la place de la culture pour l'alternative politique

Tous et toutes au bal de l'UEC

L'UEC renoue cette année avec la bonne tradition d'organiser des bals à l'occasion du 14 Juillet. On dansera donc ce soir 13/07 et demain 14/07 de 19h à 2h du matin Place des Abbesses, dans le 18ème arrondissement de Paris (M°Abbesses)

Un Conseil National pour un été offensif des communistes

La session du 11 juillet a permis de faire le point de la construction du rassemblement pour les futures échéances électorales et de l'organisation de 1000 rencontres durant l'été dans les quartiers populaires pour exiger un plan d'urgence sociale

**Communistes arrête sa parution pendant quelques semaines.
Vous nous retrouverez le 23 août**





Conseil national du mardi 11 juillet 2006

Rapport de Jean-Marc Coppola

Cher(e)s camarades,

Il n'est pas banal de tenir un Conseil national en cette période de l'année, du moins avec des questions importantes, voire décisives pour l'utilité de notre Parti, de son action dans la vie publique du pays et pour que la gauche réussisse aux futures échéances électorales.

Aussi au moment où certains camarades débutent un congé bien mérité, était-il indispensable d'apprécier ce qui s'est passé depuis le dernier CN il y a un mois, les points sur lesquels nous avons

avancé, les questions qui restent en suspens et les initiatives à prendre dans la période qui nous sépare de la fête de l'Humanité début septembre.

Nous sortons d'un événement sportif planétaire et populaire qui a fait vibrer les hommes et les femmes, qui a fait vibrer la France. Il y avait du rêve, du jeu, de l'envie, il y avait de la fête.

Tout ce dont nous manquons dans notre quotidien, comme le soulignait à sa manière Lilian Thuram lorsqu'il trouvait « dommage que l'on attende le mondial pour faire la fête ». Le sport, c'est une



fête, ce sont aussi des hommes et des femmes avec leurs défauts et leurs qualités, leurs coups de sang qui restent inacceptables. Sans doute est-ce qui rend la chose belle, malgré tout. Malgré la gangrène de l'argent, du dopage, de l'instrumentalisation politique qui guette.

1^{re} partie: la situation internationale

Bien entendu la situation internationale mériterait un long développement, entre les élections à commenter comme au Mexique où la droite passe de justesse, les instances internationales où se prennent tant de décisions, comme l'OMC, le FMI ou la Banque mondiale, mais aussi dans la construction européenne, où il faut que d'autres choix puissent s'imposer. Ce qui retiendra mon attention c'est tout d'abord le Proche Orient où la situation reste la plus préoccupante.

Avec l'opération militaire israélienne à Gaza d'une exceptionnelle gravité, les autorités israéliennes se sont engagées dans une logique de guerre que l'on ne peut banaliser: l'armée israélienne est entrée en territoire palestinien. On ne peut en prévoir toutes les conséquences, dont les premières sont déjà tragiques et ne peuvent qu'aggraver encore l'impasse politique.

Marie-George a saisi l'occasion d'une rencontre le 29 juin dernier avec Hind Khoury, la nouvelle représentante de la Palestine en France, pour réaffirmer notre pleine solidarité avec le peuple palestinien et avec les pacifistes israéliens qui agissent avec courage, dans un contexte des plus difficiles pour la paix et la sécurité pour tous.

S'appuyant dans notre pays, sur le fait qu'une majorité de citoyens reste favorable à une solution négociée dans la justice et le respect du droit des Palestiniens à un État indépendant, le Parti communiste et d'autres forces politiques et sociales pressent la France d'agir avec ses partenaires européens.

Dans un tel processus, la priorité doit être à la levée des sanctions qui frappent le peuple palestinien. Tous les financements internationaux de l'Autorité palestinienne doivent être rétablis au plus vite comme le demande avec insistance le Président Mahmoud Abbas.

Nous savons combien la suspension de ces financements étrangle

la Palestine et alimente, toujours davantage, la crise sociale, la pénurie alimentaire mais aussi la désespérance et la colère et conforte les extrémistes. Ces sanctions sont inacceptables et irresponsables.

Ce qui se déroule à Gaza est grave mais il est encore possible d'éviter le pire à condition que le sens des responsabilités l'emporte. Il faut écouter les appels et les voix responsables de Palestine et d'Israël.

Plus que jamais la réunion d'une conférence internationale sous l'égide de l'ONU s'impose, avec l'envoi d'une force internationale de protection et de sécurisation pour sortir de la confrontation et de la logique de guerre.

Nous aurons l'occasion, comme l'a rappelé Patrick Le Hyaric dans l'Humanité Dimanche, de porter l'exigence d'une Paix juste et durable au Proche Orient à la Fête de l'Humanité, mais d'ici là, les actions de solidarité doivent s'intensifier.

Dans les faits marquants j'ai relevé l'émotion et la condamnation suite au lancement de sept missiles par la Corée du Nord

Actes que nous avons fermement et immédiatement condamnés. Ignorant l'appel au calme de la Chine et défiant ouvertement les États-Unis, la Corée du Nord a annoncé d'autres tirs de missiles assortis de la promesse de représailles énergiques en cas de sanctions des Nations unies.

Une condamnation internationale où la France elle-même a « condamné » les tirs, accusant la Corée du Nord d'être un « acteur majeur de la prolifération des missiles dans le monde ».

Mais ne soyons pas naïfs, si la condamnation internationale est justifiée et appréciée, elle ne doit pas cacher que dans le nouveau contexte de la mondialisation capitaliste, on assiste à une évolution inquiétante des doctrines nucléaires et des programmes d'armement.

Et la France n'est pas exempte de cette évolution, puisque quand Jacques Chirac élargit la liste des « intérêts vitaux » de la France, il justifie l'emploi des armes nucléaires en y incluant la garantie de nos approvisionnements ou de la défense de pays alliés.

C'est pourquoi je veux ici rappeler notre position – à faire vivre peut-être plus activement en prenant des initiatives comme à la fête de l'Huma – position donc qui est de privilégier partout dans le monde et de manière indissociable:

la lutte contre la pauvreté et les facteurs de tensions, la réponse aux besoins sociaux, le refus des mécanismes d'exploitation et de pillage au Sud, ainsi que la démilitarisation, la prévention des conflits, le désarmement multilatéral et contrôlé pour tous les types d'armes, notamment nucléaires, comme le prévoit d'ailleurs le Traité de non-prolifération.

Enfin le G8 et l'OMC à Genève

Après la réunion de l'OMC tenue à Hong Kong en décembre dernier, étaient présents dernièrement à Genève les plus puissants ou les plus intéressés par les sujets sur la table des négociations. Ils entendent ainsi, sous la bénédiction de Pascal Lamy, dicter leurs propres choix aux autres pays membres.

Cette réunion délaissant les plus nombreux qui sont aussi les plus pauvres est d'autant plus critiquable que les sujets au cœur de cette négociation les concernent tout spécialement: les questions agricoles et l'accès dans les pays du Sud des produits industriels qui sont fabriqués principalement au Nord.

La réunion OMC de Genève, dite « de la dernière chance », peut et doit échouer. C'est possible car les intérêts en présence sont très divergents. Et c'est nécessaire pour que la mondialisation suive un autre cours que celui, catastrophique, qu'on lui connaît aujourd'hui. Il vaut mieux pas d'accord qu'un mauvais accord.

2^e partie: la situation en France

Côté économique, c'est la multiplication des fusions – acquisitions (Arcelor, GM-Renault-Nissan), des privatisations (GDF, ADP,...), des délocalisations, c'est aussi la valse des patrons entre EADS, SNCF et RATP.

Il y aurait également beaucoup à décortiquer et à analyser. J'insisterai juste sur l'idée que tous ces mouvements sont certes guidés par la recherche obnubilée de rentabilité financière immédiate, et que si la concurrence entre les travailleurs, entre les peuples, entre les entreprises est un moyen, un des objectifs du capitalisme dans la phase actuelle est de créer des monopoles privés à l'échelle mondiale qui décident de tout sur toute la planète.

De ce point de vue l'OPA de Mittal sur Arcelor – un pas dans le monopole planétaire de l'acier – et l'alliance Renault-Nissan avec le géant américain Général Motors sont éclairants.

Dans ce dernier cas, au-delà de l'opération boursière, ce rapprochement annonce des bouleversements à l'échelle planétaire de

l'industrie automobile.

Un rapprochement qui n'est pas une coopération comme celle que le groupe PSA a entreprise avec Ford ou Fiat pour la fabrication de moteurs ou de véhicules utilitaires communs.

En effet la prise de participation de Renault-Nissan dans General Motors, commande la destinée de milliers d'entreprises sous-traitantes dans le monde, et de centaines de milliers d'emplois. Les économies d'échelle ne se feront pas sans dégâts. GM met d'ailleurs en œuvre actuellement un plan de suppression de plus de 35000 postes dans ses usines américaines.

Trente ans après la désastreuse incursion de Renault sur le marché américain, de nombreuses questions se posent, comme le coût de ce type d'aventure.

Côté chaises musicales chez les patrons, vous avez toutes et tous vu le manège ou le ménage: EADS a annoncé la démission de son coprésident exécutif, Noël Forgeard, et son remplacement par le

président de la SNCF, Louis Gallois, dans le cadre de la refonte du management du consortium européen d'aérospatiale. Prétexe avancé le retard récemment annoncé sur la production et le programme de livraison de l'A380.

En fait Forgeard et Humbert paient les pots cassés de la crise que traverse le groupe aéronautique depuis plusieurs semaines et les retards de livraison ne sont pas la seule cause de la sanction.

Il y a également des choix de gestion qui ne manqueront pas d'éclater au grand jour dans les semaines qui viennent.

Noël Forgeard avait suscité un tollé en mars quand il avait choisi de vendre un paquet d'action EADS avant la chute du cours afin de réaliser une plus-value personnelle de 2,5 millions d'euros. Et ce, alors que le groupe avait annoncé la suppression de 1000 emplois à la Sogerma, filiale de maintenance des avions.

Louis Gallois quitte donc la SNCF qu'il dirigeait depuis dix ans. Ancien patron d'Aérospatiale, il copréside EADS, aux côtés de



l'actuel coprésident allemand Tom Enders, et a été remplacé à la tête de la SNCF par Anne-Marie Idrac, jusqu'alors présidente de la RATP.

Laquelle est désormais dirigée par Pierre Mongin, actuel directeur du cabinet de Dominique de Villepin.

Mais au bout ces ballets de patrons, ces accumulations de sommes vertigineuses n'ont que faire de la personne humaine et de son épanouissement et cachent mal les choix politiques comme la casse industrielle, le démantèlement des services publics.

Sur les questions énergétiques, comment ne pas évoquer le dossier GDF-SUEZ. Le gouvernement poursuit sa ferme intention de brader un fleuron des entreprises publiques et de toute l'industrie avec toutes les conséquences que pourrait avoir cette privatisation totale de GDF (augmentation du prix, remise en cause du droit à l'énergie etc...)

Nous pouvons empêcher ce mauvais coup, et les journées parlementaires du 6 septembre seront l'occasion de revenir sur la bataille politique à mener.

Nous sommes en juillet et dans ce contexte, je pense aux familles et aux enfants qui ne partent pas en vacances, alors qu'il y a quelques semaines nous célébrions les 70 ans des congés payés.

Avancée sociale indéniable qui participait également de l'essor national, pourtant, soixante-dix ans après 36, partir en vacances reste un rêve à réaliser pour près de la moitié de nos concitoyens. Plus précisément, près d'un Français sur deux n'est pas parti en vacances au cours des trois dernières années, le plus souvent par contrainte financière.

Dans les dernières années, la précarité, la baisse du pouvoir d'achat ont conduit de nombreuses familles - y compris salariées - à sacrifier leur budget vacances-loisirs.

Une véritable question de société est posée, qui place l'individu au cœur de la réflexion.

La question porte davantage sur le rapport entre le temps de travail, le temps libéré des salariés - comme des privés d'emplois - et leur imbrication dans une société en constante évolution.

On prend de plus en plus conscience qu'être bien dans son travail conduit à vivre pleinement ses loisirs.

Ce qui est à imaginer - y compris au cœur du contenu pour la présidentielle - c'est une organisation nouvelle de la société qui prenne en compte le lien étroit entre emploi, formation (professionnelle et extra-professionnelle), revenus, salaires et temps libre, de plus en plus indissociables.

S'interroger sur l'accès de tous aux vacances et aux loisirs conduit donc à s'interroger sur la société que l'on veut.

Côté social c'est la morosité

Deux euros et quarante centimes par mois! Voilà le geste politique, la réalité du "coup de pouce" dont se rengorge le pouvoir, le qualifiant d'"effort significatif" en direction des salariés payés au SMIC.

Un paquet de café ou trois baguettes de pain, au choix, pour améliorer l'ordinaire des familles les plus modestes... Quelle mansuétude!

Mais pour l'heure un sentiment de révolte s'impose à l'encontre d'une droite qui aura depuis quatre ans multiplié les gestes à l'égard des plus riches et qui aujourd'hui répond par une aumône, pour ne pas dire une injure.

C'est ainsi que près de 3 millions d'hommes et de femmes sont condamnés à continuer à "galérer" avec moins de 1000 euros mensuels net, dans une conjoncture où le gouvernement se vante d'un regain de croissance.

Le coût d'une revalorisation du SMIC à 1500 euros tout de suite, une vraie et nette revalorisation comme ce fut le cas en 1936 avec le Front populaire et en 1968, serait moindre que les sommes empochées l'an dernier par les actionnaires des groupes capitalistes.

Car cet argent si généreusement distribué aux nantis, dispersé sur les marchés financiers, provient de la richesse créée par les salariés, smicards ou non. Au moment où les porteurs d'actions d'Arcelor s'apprentent à toucher 8,5 milliards comme dot du mariage avec Mittal Steel, la pingrerie gouvernementale n'en apparaît que plus choquante.

Sarkozy fait mine de s'apitoyer sur la situation des salariés, observant qu'en 25 ans leur pouvoir d'achat n'a presque pas augmenté et n'hésitant pas à fustiger les patrons voyous, les parachutes en or et les retraites chapeaux.

Un numéro de virtuosité démagogique pour mieux ensuite plaider pour un véritable enfer libéral dans lequel le salarié est invité "à travailler plus pour gagner plus", y compris le dimanche, où les heures supplémentaires seront exonérées de charges, où les contrats de travail seront plus souples pour les patrons et où les hommes et les femmes survivant avec les minima sociaux devront accomplir un travail d'utilité sociale.

Au niveau de l'emploi, prolongeant les tendances à l'œuvre depuis quelques mois, en les accentuant un peu, les chiffres du chômage ont enregistré une nouvelle baisse en mai dernier, qui est entre parenthèses chaque fois l'occasion d'une remise en cause des droits des demandeurs d'emploi. Point sur lequel nous devons être vigilants.

Au total, le chômage s'établit à 9,1 %, contre 9,3 % à la fin du mois d'avril. Il est désormais passé sous la barre des 22 % (21,9 %)

pour les jeunes de moins de 25 ans présents sur le marché du travail.

Ces résultats sont dus, surtout, à la montée en charge des différents programmes de la loi Borloo dite de « cohésion sociale » ainsi qu'à celle du plan « services à la personne ».

En fait une très large part du recul des chiffres du chômage est due à la multiplication des emplois aidés, à faible coût salarial et à basse qualification, ce qui entraîne une forte progression de la précarisation de l'emploi.

A cette première cause de réduction du chômage officiel, il faut ajouter le très haut niveau des radiations administratives en progression de 8,7 % en une année.

Il faut ajouter aussi les absences au contrôle, dont une bonne part est due au découragement.

Et même si pour 48900 personnes qui ont trouvé un emploi, c'est une bonne chose, il n'en demeure pas moins que plus de 2,2 millions d'hommes, de femmes, de jeunes restent sur le carreau.

Ainsi malgré le recul des chiffres officiels du chômage, la France demeure toujours très mal placée en Europe, certes derrière la Pologne (16,5 %), mais devant la Belgique (8,4 %), puis l'Allemagne et l'Espagne (8,2 %).

La question fondamentale posée est celle du partage des richesses entre capital et travail, qui n'a cessé de se dégrader ces trente dernières années. Et qu'il est possible d'inverser la logique actuelle à partir de deux grands axes comme nous le préconisons au Parti communiste:

- la relance du pouvoir d'achat, avec l'augmentation du SMIC à 1500 euros tout de suite, et non en 2012, et, au-delà du SMIC de l'ensemble des salaires et pensions
- la relance de l'investissement public et privé, aujourd'hui très bas.

Cela demande une grande réforme fiscale qui instaure un prélèvement exceptionnel sur les bénéfices du CAC 40 pour 3 milliards d'euros, qui taxe à hauteur de 4 milliards les profits scandaleux de Total...

Entre les cadeaux fiscaux et les exonérations indues, il y a au minimum 30 milliards d'euros à récupérer.

Annuler la baisse d'un point d'inflation des dépenses publiques pour 2007, cela fait 2,5 milliards.

Enfin, il faut taxer les actifs financiers pour sortir les collectivités de l'asphyxie. À 0,5 %, cela rapporterait 25 milliards d'euros.

Au total, on arrive à 60 milliards supplémentaires à injecter dans l'éducation, la recherche, le logement, les infrastructures.

Côté politique

Le fait notable de la période c'est la préparation du budget 2007 de l'Etat avec le gouvernement de Villepin qui prétend vouloir réduire l'endettement. Une duperie de plus.

L'endettement est le fruit de politiques délibérées offrant des cadeaux gigantesques aux plus aisés via la réduction des impôts (revenu et fortune), les exonérations sur les actions pour les grands patrons (Zacharias, Forgeard, Pinault...). Idem pour les exemptions de cotisations sociales qui avoisinent les 20 milliards cette année, 175 milliards cumulés sur douze ans, et cela sans effet sur l'emploi.

C'est en fait un argument de plus pour demander aux Français de se serrer la ceinture, pour s'attaquer aux catégories populaires et moyennes et redistribuer aux riches.

Le budget 2007 comporte une seule innovation: la réduction du budget en volume, soit un budget d'austérité et de régression, de démolition des services publics.

En effet en supprimant 15000 postes de fonctionnaires, l'Etat est le premier destructeur d'emplois. Tout ce qui permet de développer les capacités humaines est sacrifié. C'est un budget d'atonie économique. Le gouvernement le sait très bien: en donnant plus pour la gendarmerie, la police, la justice, il maintient le couvercle sur la marmite sociale en ébullition.

Au passage ne nous privons pas d'insister sur l'échec de cette politique sécuritaire, à partir de laquelle nous allions voir des effets.

Eh bien, jugeons les actes de Sarkozy, car les Français ne sont pas plus en sûreté qu'il y a 5 ans. Et sans polariser le débat sur cette seule question, rappelons que la sûreté est la première garantie que la République doit apporter à ses concitoyens, comme c'est stipulé dans la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen. Là le pouvoir en place a failli. Les solutions sont donc bien ailleurs, ce que nous développons dans nos propositions.

Une société humaine ne sera sans doute jamais débarrassée de la délinquance, des conflits qui dérapent, de la folie. Mais on peut, on doit travailler à les réduire. Ce qui nous différencie, et ce sur quoi il faut mener la bataille, c'est l'analyse des facteurs de ces problèmes et une conception de la dignité humaine.

Quant à Sarkozy, Président de l'UMP, et candidat à la présidentielle, c'est l'arnaque avec la dernière trouvaille de la droite « les sarkozystes de gauche », quand Sarkozy lui-même dit « sa » vérité, je cite: « que la France a besoin d'être réconciliée avec le libéralisme populaire et non avec un capitalisme sans règles et sans éthique. » Un objectif qui « transcende les étiquettes habituelles ». Il veut créer une nouvelle synthèse politique qui permet de concilier l'efficacité économique et la justice sociale, l'autorité et la liberté, l'attachement à la France et l'ouverture sur l'Europe.

De qui se moque-t-il?



En réalité derrière des mots et des discours rassurants mais démagogiques - qui n'engagent que ceux qui les croient - la politique de la droite - que l'on peut juger sur pièces: privatisations, CNE, loi Ceseda, projet sur la délinquance juvénile, etc... - et plus encore son projet, tout cela prépare de nouvelles explosions, de nouveaux reculs sociaux et démocratiques jusqu'à la dilapidation des valeurs de la République.

Dans cette situation brossée à grands traits, où en est le mouvement social?

Sans être une dynamique que lors de la lutte contre le CPE en début d'année, un mouvement de résistance active se poursuit et s'élargit.

Le sujet le plus caractéristique du moment c'est le mouvement contre la loi Ceseda: rassemblements, débats et de nombreux parainages, pour empêcher les expulsions des enfants sans papier et pour la régularisation des sans papier, souvent à l'initiative du Réseau éducation sans frontières (RESF), avec chaque fois le relais institutionnel d'élus communistes, d'élus de gauche.

Un magnifique élan de solidarité s'affirme dans tout le pays. Des milliers de familles ont décidé de prendre sous leur protection des enfants et leurs familles sans papiers.

A cette date, le sursis à l'expulsion d'enfants, de jeunes scolarisés, majeurs pour certains que le ministère de l'Intérieur a déjà dû concéder face aux luttes et aux protestations, arrive à échéance.

Nous ne pouvons ignorer que le gouvernement veut profiter de l'été pour intensifier la traque aux sans-papiers, tous les sans-papiers, et multiplier les arrestations.

A tous les sans-papiers, mariés ou célibataires, avec ou sans enfants, nous exprimons notre soutien sans faille.

Qu'au mépris de ce mouvement de solidarité l'Assemblée nationale puis le Sénat aient pu voter une loi telle que CESEDA, instituant l'immigration jetable au nom de « l'immigration choisie », est d'autant plus inquiétant, irrecevable.

Cette loi va fabriquer des sans-papiers, multiplier ces situations qu'ensemble nous combattons. Le gouvernement reste décidément sourd aux débats et aux fortes mobilisations citoyennes. Celles-ci doivent s'amplifier jusqu'à le faire céder, rendre caduque la loi jusqu'à son abrogation.

Cette mobilisation et cette loi concomitante interpellent la gauche, au-delà de l'humanitaire et de l'urgence. Si nous ne comprenions pas cela nous serions face à de terribles désillusions, mis face à une réalité encore plus dure.

Il faut tirer les leçons des années de gouvernement de gauche. Rappelons que hier sur ces questions aussi la déception a été grande.

Il y a également des mobilisations contre la casse des services publics:

- mobilisation contre la fermeture de certains services dans les hôpitaux,

- mobilisation très forte contre la fermeture de bureaux de poste.

Ce qui semble intéressant, c'est que ces résistances sont le fait d'actions ou de mobilisations des citoyens, d'élus, d'associations ou de partis politiques, dont c'est la première bataille. Du coup, cela pose la question de la responsabilité politique.

Comme le disait dernièrement Marie-George, les coupes massives dans les services publics, particulièrement dans l'Education nationale, sont une provocation insupportable, alors que les besoins sont immenses pour permettre à chacun d'accéder à un haut niveau de culture commune et à une formation de qualité, alors qu'il faudrait une véritable mobilisation nationale sur les enjeux de l'école et du système éducatif. Et de demander "un débat national sur l'école dès la rentrée pour la mise en œuvre d'un plan d'urgence pour l'Éducation nationale.

Nous avons besoin de plus d'éducation pour répondre aux défis de ce siècle, pour assurer la formation et l'épanouissement des individus, des travailleurs et des citoyens", en proposant la création d'un fonds national de lutte contre les inégalités scolaires; le recrutement de 150000 enseignants et 45000 personnels d'accompagnement en cinq ans et de porter l'effort financier de l'État en faveur de l'Éducation nationale à 7 % du PIB, en faisant le lien avec les moyens à prendre sur le surarmement.

Je terminerai cette partie en insistant sur le fait que les batailles sont rudes en ce moment. Il y a de la révolte et il y a aussi du doute, car le mouvement social bute aussi sur un horizon politique flou.

Notre responsabilité est grande pour aider à construire une perspective, car comme l'écrit Marie-George dans sa lettre aux collectifs: « *faute d'alternative claire à gauche, nombreux sont celles et ceux qui « sortiront les sortants » sans illusions* ».



3^e partie : réponses politiques à apporter aux questions posées immédiatement et durablement.

J'en arrive ainsi aux réponses politiques à apporter aux questions posées immédiatement et durablement ce qui passe par battre la droite et réussir à gauche.

Le Parti socialiste lui est en grande difficulté mais il occupe le terrain institutionnel au travers de ses parlementaires, au travers des collectivités qu'il gère souvent avec nous. Il occupe le terrain médiatique avec sa stratégie, son projet, avec ses prétendants à la candidature à la présidentielle comme Jospin qui fait sa réapparition sur la scène politico-médiatique inquiétant beaucoup de candidats à l'investiture.

Après la ratification du projet sans surprise, la rentrée sera sous le signe de la campagne interne pour l'investiture et du débat sur un contrat gouvernemental.

Ce texte - désormais chiffré à 30,7 milliards d'euros, la droite l'évalue à 115 milliards d'euros, mais rien n'est dit sur la provenance des moyens : qui va payer ? - ce texte donc avait déjà obtenu le feu vert de la quasi-totalité de la direction, puis des militants qui, pour la moitié s'étaient exprimés par vote. La surprise n'était donc pas à attendre de ce côté-là.

Sans revenir sur l'analyse que nous avons du projet socialiste, Patrice Bessac en a parlé au dernier CN et l'Huma l'a bien analysé, il n'est pas en rupture avec le libéralisme, il est même - selon un dirigeant socialiste - en recul par rapport aux précédents programmes tout en entretenant des ambiguïtés, en prenant en compte par exemple certaines aspirations populaires.

Au-delà du projet François Hollande a aussi voulu ouvrir la deuxième phase : celle de la rencontre, qu'il souhaite dès septembre, avec ses partenaires de la gauche en vue d'un contrat de gouvernement.

« Quelles que soient les candidatures, il faut donner aux Français la perspective d'un gouvernement commun », a-t-il répété, allant jusqu'à proposer la création, après les élections, d'une vraie « fédération de la gauche » qui aille « au-delà de l'accord multilatéral » et permette « un dialogue régulier ». Le PRG y est prêt, les Verts pas encore.

De notre côté, Marie-George Buffet n'a pas rejeté le principe d'une telle rencontre : « Chiche ! avait-elle dit à l'occasion du meeting de la fête de la Saint-Jean à Paris. Je suis prête à débattre sur les choix politiques qu'attendent les Français. Mon objectif est un rassemblement majoritaire antilibéral. »

Bien entendu cette acceptation à une invitation est conditionnée au fait de ne pas se limiter à une partie de la gauche et qui se contenterait d'avaliser le projet du PS.

Pour Henri Emmanuelli, « ce projet doit être le socle pour proposer aux autres partis de gauche des discussions vers un programme de gouvernement ».

Toujours est-il qu'il est assez simple de dire que dans ces conditions nous n'irions pas. Nous sommes tous imbattables pour faire l'analyse de la politique du PS, du social libéralisme et que dans ce contexte il n'est pas question d'avoir un contrat de gouvernement avec le PS sur son projet. Une autre question est de définir dans quelles conditions nous participerions à un gouvernement.

La réponse ne pourra venir que dans le débat populaire en fonction de ce que nous aurons été en capacité de bouger. Car si le PS n'est pas crédible aujourd'hui au sens du changement, pour beaucoup de femmes et d'hommes, il l'est au sens de son utilité pour balayer la droite.

J'en viens ainsi à la construction d'un rassemblement antilibéral que nous voulons unitaire et populaire.

Beaucoup d'événements se sont passés en 4 semaines.

Je les énonce de manière caricaturale :

- D'abord il y a un vrai bougé dans la construction d'un rassemblement antilibéral, populaire et majoritaire pour battre la droite et réussir à gauche en 2007, certes avec des inégalités dans le pays. Mais qu'il s'agisse de l'appel unitaire lancé par de nombreuses forces et personnalités pour des candidatures porteuses de ce rassemblement, de la création de nombreux comités d'union populaire - il en existe 350 à 400 et de nombreux vont être créés d'ici septembre - ou encore de la signature de milliers d'appels dans des quartiers ou entreprises soutenant l'offre politique que nous proposons, voire de l'appel de syndicalistes, d'intellectuels pour la candidature de Marie-George, le rassemblement avance.
- Il y a eu la candidature de José Bové pour je le cite : « mettre fin aux rivalités entre le PCF et la LCR » et qu'il retirerait sa candidature si un candidat unique était désigné ou si la LCR et le PCF refusaient de renoncer à leurs propres candidats.
- Autre événement, côté LCR, c'est la déclaration de candidature d'Olivier Besancenot qui est, bien sûr, un obstacle qu'il faut travailler à surmonter, d'autant que la tentation peut être grande de mener désormais une politique d'obstruction.

Ce qui nous différencie certainement, c'est que nous croyons à la

gagne possible et que notre ambition est d'en créer les conditions. Au vu de l'enjeu et de l'ambition de notre objectif politique, il est somme toute normal de rencontrer des difficultés. Les embûches ne manqueront pas d'être posées, surtout par les tenants du bipartisme, qu'une dispersion des forces antilibérales à gauche servirait ! Mais tout cela n'obère en rien la possibilité d'arriver à se rassembler, ni la nécessité de répondre aux attentes des femmes et des hommes, du peuple de gauche antilibéral de gagner, de voir changer la vie !

• Enfin, dernier événement dans cette construction, samedi 1^{er} juillet, à Paris, ici même au siège national du Parti, le collectif national unitaire "le point de la campagne pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes. Un certain nombre de comités locaux récents avaient fait le déplacement avec des personnes déjà engagées dans les départements.

Si l'échange sur les questions stratégiques a pu laisser apparaître des différences d'appréciation sur certaines questions, notamment celle du deuxième tour, il a aussi permis de constater le bien fondé de l'objectif contenu dans l'appel signé, celui de se battre pour gagner, celui d'en finir avec le pouvoir de la droite, en finir durablement avec une politique dont le pays fait les frais depuis trop longtemps".

Le débat sur les candidatures aux législatives et à la présidentielle n'a pas été en reste. La discussion sur le processus à adopter en vue de leur désignation aura lieu lors de l'assemblée des collectifs du 10 septembre.

Aujourd'hui, les nouveaux développements de la situation nous invitent à monter d'un cran - malgré la période estivale - dans notre intervention pour franchir de nouvelles étapes.

Mais durant ces 4 semaines nous avons également avancé sur le listage des questions auxquelles nous sommes confrontés, auxquelles celles et ceux qui veulent un vrai changement à gauche sont confrontés.

C'est ce qui ressort des meetings : Bordeaux, Aubagne... et des fêtes fédérales, mais aussi des débats dans les collectifs locaux, départementaux - quand il en existe comme dans les Bouches du Rhône - et au plan national.

Des questions qui ont, pour certaines des réponses, et d'autres non, l'essentiel étant d'examiner comment faire en sorte que toutes ces questions soient dans le débat public pour déboucher, et qu'elles ne restent pas dans les mains seulement de militants animant les collectifs.

En voulant construire ensemble un rassemblement populaire antilibéral, en prenant appui sur la formidable dynamique du « non » et sur l'ensemble des luttes qui se sont développées et se développent dans la société française, nous cherchons une alternative politique qui permette de répondre aux attentes et aux désirs de notre peuple, attente sociale en changeant la vie quotidienne, attente d'une vraie démocratie, mais aussi désir de vivre, d'être reconnu et respecté.

Nous sommes devant une chance historique, celle d'ouvrir enfin une alternative politique.

Le Parti communiste, ses militantes et ses militants peuvent y contribuer comme elles et ils ont contribué dans d'autres moments de l'histoire à des avancées sociales et démocratiques importantes. Mais pour cela, peut-être faut-il redonner notre posture, à l'instar de ce qui bouge, afin qu'elle soit claire pour les communistes qui parfois ne s'y retrouvent pas, craignent une dilution de notre identité, un effacement de notre rôle, ou qui ont tout simplement et légitimement un doute sur notre capacité à réussir ce que nous entreprenons. Je prendrai 6 points :

1. Ne pas rabaisser la barre de notre ambition de construire un rassemblement populaire antilibéral, jusqu'à mettre un bulletin efficace et utile dans l'urne en 2007.

Un rassemblement guidé non pas pour justifier d'un bon score et seulement peser sur la gauche, non pas seulement pour initier une nouvelle pratique de la politique, véritablement démocratique et citoyenne, au-delà des échéances électorales, mais parce qu'il y a urgence à battre la droite et les politiques ultralibérales.

Il y a urgence sociale et il y a urgence à imprimer une autre politique et les possibilités et les moyens existent pour bâtir une société de vivre ensemble dans la liberté, l'égalité, la fraternité.

2. Pour cette ambition, il nous faut créer une véritable dynamique populaire, en crédibilisant l'idée qu'une alternative est possible

En menant le débat au plus près, à la rencontre des hommes et des femmes qui veulent que ça change enfin, au-delà des formations politiques, ce qui ne veut pas dire sans, et encore moins contre comme parfois on peut l'entendre surtout quand il s'agit du débat sur les candidatures. Il ne peut en aucun cas s'agir d'alliances de sommet, vouées à l'échec parce qu'elles dépossèdent le peuple. Le sommet ne se résumant pas aux pratiques nationales que l'on a pu

connaître dans le passé avec le PS, elles peuvent prendre d'autres formes tout aussi inefficaces, par exemple à l'échelle d'un département, y compris dans des collectifs.

Nous voulons rassembler le plus largement possible, individus et organisations.

Nous savons que certains hésitent à s'engager dans cette démarche et sont tentés par d'autres choix politiques. Nous ne nous y résignons pas.

Pour notre part, nous mettons au service du rassemblement notre réseau de plusieurs dizaines de milliers de militants sur l'ensemble du territoire, l'enracinement des élus communistes, nos réflexions collectives et notre expérience propre. Nous venons, comme pour le 29 mai, avec l'énergie d'une force politique, d'une force militante.

3. Quel programme, quel projet communs ?

La Charte initiée par les collectifs du 29 mai constitue une base solide pour un programme antilibéral. D'autres organisations ont effectué un travail en ce sens. Notre parti a versé des propositions concrètes au débat. Ce contenu antilibéral est le socle du rassemblement que nous voulons construire.

Pour nous, le programme devra se fixer l'ambition de répondre vraiment aux besoins et aux désirs humains dans toutes leurs complexités, désir de justice, désir de création, désir d'amour, désir d'émancipation.

Pour cela, il doit proposer de rompre avec les logiques libérales, et se donner les moyens d'une autre politique en mobilisant des moyens financiers nouveaux, en s'appuyant sur des cadres démocratiques fortement renouvelés, en menant des batailles internationales de grande ampleur.

Reprenons la Charte antilibérale et enrichissons-la ensemble, car des sujets importants n'y sont pas traités, je pense par exemple à la toxicomanie, un enjeu de santé publique, particulièrement pour protéger les jeunes. Mais il y en a d'autres.

4. Quels objectifs, quelle ambition ?

Nous voulons battre la droite et réussir à gauche par la mobilisation des couches populaires, par la mobilisation du peuple de gauche, bouleverser les rapports de force à gauche, et faire bouger toute la gauche.

Et si nous nous fixons ensemble l'ambition de changer vraiment et enfin la vie, alors pour cela, disons clairement que nous voulons gouverner.

On nous suspecte de vouloir céder facilement à un accord politique de gouvernement avec le PS. Mais nous avons tiré les leçons des expériences du passé.

Notre volonté ne souffre aucune ambiguïté. Et faut-il rappeler que ces dernières années, à gauche et à l'extrême gauche, tout le monde a échoué à changer vraiment la vie.

J'entends souvent des discours sur ce qu'il ne faut plus faire. Oui je suis d'accord, et depuis 2002 nous n'avons pas été avares de mea culpa, d'enseignements que nous avons tirés. Je me méfie d'ailleurs du slogan : « plus jamais ça ! » qui claque bien au moment d'événements douloureux, mais sans que ce soit toujours suivi des faits.

Nous ne pouvons donner de l'espoir et de la confiance en établissant des lignes de rupture, en érigeant des murs : plus jamais avec le PS ou d'autres. La question ne se pose pas ainsi, à mon sens, car ce serait se priver des femmes et des hommes qui ne veulent plus de la politique menée depuis 30 ans y compris par le PS, mais qui ne voient pas aujourd'hui d'autre issue pour battre la droite.

Disons plutôt ce que nous proposons et qui soit cohérent avec notre volonté de rassembler, de partager, de donner du commun.

Disons que nous voulons gouverner, non pas à n'importe quel prix et dans n'importe quelles conditions. Gouverner, surtout pas pour cautionner des politiques social-libérales. Gouverner pour faire triompher une alternative et des logiques antilibérales.

La garantie que nous le ferons, c'est que la décision de gouverner ne pourra être prise, au regard des conditions données, que dans un grand débat populaire et que l'action gouvernementale que nous mènerons devra l'être dans une démocratie participative avancée.

Fixons-nous plutôt l'objectif de faire bouger la donne, d'être premiers à gauche comme c'était le cas le 29 mai, et quoi qu'il arrive de battre la droite et l'extrême droite.

Nous ne voulons pas des candidatures de témoignage, nous ne voulons pas des candidatures de pure protestation, nous voulons des candidatures qui portent l'espoir, qui soient utiles et efficaces.

5. Quelles campagnes ?

Les campagnes devront être à l'image de notre rassemblement : populaires, citoyennes et polyphoniques. Des collectifs de campagne représentatifs de notre diversité pourraient être mis en



place, et chaque candidat désigné sera porte-parole parmi des porte-parole.

Nous sommes prêts à mettre notre expérience, nos infrastructures pleinement au service de la dynamique commune.

Comme lors du référendum, notre force militante commune sera déterminante pour faire face au rouleau compresseur des médias en affichant l'ambition de gagner, et être sans ambiguïté sur notre volonté de battre la droite.

Tirant les conclusions de notre conception des institutions, nous devons lier la bataille de la Présidentielle à celle des législatives. Dans ce cadre, notre parti est prêt à mettre son poids dans la balance pour que soient présentés et élus des hommes et des femmes réellement représentatifs de la diversité de notre rassemblement.

6. Quelles candidatures ?

La question de la candidature à la Présidentielle est dans toutes les têtes, il ne faut pas se le cacher. Si elle n'est pas la seule question, elle constitue un blocage à lever.

Nous sommes arrivés au point de la confrontation sur la candidature et il nous faut dire assez clairement qu'il y a débat sur cette question à l'intérieur même du rassemblement. Parfois à mon sens dans des collectifs, c'est la seule question qui est mise en débat, comme si elle conditionnait le reste. Certainement l'influence de ce présidentialisme dont on dit vouloir s'extraire, mais qui nous influence tous plus ou moins.

Comme s'il suffisait de trouver la femme ou l'homme providentiel, alors que nous ne cessons de traiter simultanément les questions, et en commençant par notre ambition: le rassemblement pour battre la droite et réussir à gauche.

Plusieurs opinions s'expriment donc sur le processus de désignation de la et des candidatures. Je ne reviens pas sur les positions de Bové et Besancenot.

Ces opinions sont dans le débat et sont toutes respectables. On peut ne pas être d'accord, et il faut argumenter, aussi il est insupportable d'entendre, quand le Parti communiste avance une candidature, que nous imposons notre point de vue, que nous serions hégémonique.

Et bien disons-le clairement, ce n'est pas une question de boutique. Les actes plaident pour nous, quand on revient sur la façon dont Marie-George s'est comportée en 2005, une attitude ouverte, rassembleuse, qui fait d'elle une candidature crédible et efficace. Si nous avons cherché à rassembler autour du Parti communiste, nous aurions désigné notre candidature au Congrès en mars dernier.

Nous sommes conscients de ce que représente le Parti communiste en terme de capacités militantes et de potentiel humain.

Nous sommes conscients de sa raison d'être et de son enracine-

ment populaire et de l'espoir que l'on place en lui.

Certains parlent de parti comme quelque chose de désincarné, comme un objet matériel sans consistance humaine.

Pour ce qui nous concerne, c'est des décennies d'engagement pour l'intérêt général, et à l'origine des principales avancées sociales et démocratiques de notre pays. Il y a eu des erreurs? Certes, mais n'est-ce pas justement dans l'humain. Et puis nous tirons les enseignements de toute notre histoire et particulièrement depuis 2002.

En attendant qui peut se priver des partis politiques et du Parti communiste pour construire ce rassemblement comme pour l'avenir de la politique et pour la démocratie?

Ce serait du populisme que de conforter ceux qui pensent que l'avenir de la politique passe en dehors des partis. Pour la majorité d'entre nous, pour ne pas dire pour nous toutes et nous tous, notre engagement est fondé sur la ferme volonté de combattre les injustices, et être adhérent du Parti communiste est un moyen d'être avec d'autres femmes et d'autres hommes qui partagent les mêmes convictions pour créer un rapport de forces en faveur de la transformation sociale.

Et nous devons être respectés pour ce que nous sommes et ce que nous faisons.

Que la situation soit complexe, que la voie pour en sortir ne soit pas évidente, personne ne le conteste; raison de plus pour se retrouver, se rassembler dans la diversité de ce que nous sommes, mais d'accord sur l'essentiel.

« A l'instar des gestes du tisserand, c'est l'union des contraires qui forge la vie »

C'est donc cet « essentiel » qu'il nous faut en permanence rappeler.

C'est le combat pour sortir de la crise de la politique, pour une démocratie vivante et refondée dès aujourd'hui.

Le problème est que le débat reste trop souvent entre initiés et n'est pas porté au niveau des citoyennes et des citoyens.

Pour nous, trois critères sont essentiels pour désigner celle ou celui qui sera notre porte-drapeau commun: la capacité à rassembler, la force de conviction, la crédibilité politique. Nous ne réglerons pas cette question en la dissociant des questions de contenu.

Dans le débat, nous proposons la candidature de Marie-George Buffet, qui est « disponible », au sein d'une équipe d'hommes et de femmes représentatifs de la diversité du rassemblement.

Vous avez pris connaissance de la lettre de Marie-George, qui constitue un événement majeur sur la route du rassemblement. Elle s'adresse directement à tous ceux et celles avec qui nous voulons œuvrer. Marie-George définit son état d'esprit et propose la constitution d'un collectif de porte-parole visant à cimenter le rassemblement. Je peux vous dire à ce propos que lorsque nous avons élaboré une contribution collective au niveau de la Fédé des



Bouches-du-Rhône, cela a fait avancer la construction commune. Cette lettre le fera d'autant plus.

Nous n'envisageons pas notre aventure commune autrement que durable. C'est pourquoi il y a une cohérence entre la présidentielle et les législatives.

Et nous devons dans chaque circonscription désigner des candidatures et des candidats inscrits dans la dynamique nationale, en ayant en tête d'être efficaces et représentatifs.

Représentatifs de la diversité des forces en présence, mais aussi de la société française. La parité devra être respectée. Les candidatures devront intégrer le renouvellement des générations, la mixité sociale, la diversité des origines. Nombreux sont ceux et celles qui par leur engagement humain peuvent porter notre projet commun. Nous proposons que dans les collectifs d'initiatives locaux réunis sur la base de l'appel national pour un rassemblement antilibéral et des candidatures communes, toutes ces questions, et toutes celles qui seront soulevées par ailleurs, puissent être discutées. Echangeons sur le programme, les objectifs, la campagne, les candidatures, avec l'objectif de créer du commun.

Il y a urgence à faire vivre ces collectifs locaux et à aller à la rencontre des salariés, des jeunes, des habitants et des habitantes des quartiers... et l'engagement, l'implication des communistes sur notre démarche sont déterminants.

Ne jetons pas l'éponge avant d'avoir commencé le combat, car nous risquons de sous-estimer les potentialités, les intelligences qui peuvent non pas s'ajouter mais créer une dynamique que ni la bipolarisation, ni sa médiatisation ne pourront contenir.

Des appels commencent à naître, syndicalistes, intellectuels..., des contributions également, tout cela ne demande qu'à se développer. Après la première étape du 1^{er} juillet, la réunion de travail la plus importante au niveau du collectif national se tiendra le dimanche 10 septembre, au lendemain de notre prochain Conseil national.

Ce sera une réunion de travail importante où des décisions seront prises pour construire une campagne commune. La discussion portera sur le projet, la stratégie et les candidatures communes. Elle réunira des représentants des collectifs locaux, lieu de base pour créer une vraie dynamique populaire.

En conclusion

Je compléterai mon propos en rappelant quelques initiatives fortes de notre plan de travail:

- Pour un plan d'urgence sociale: le dernier Conseil national a proposé d'organiser durant l'été "habitants des quartiers populaires à partir de leurs exigences les plus urgentes. Un matériel national de communication est disponible pour la mener à bien:
- un tract national et une série de six affiches dont chacune reprend une exigence sociale
- Des Assises régionales pour l'emploi pourraient être organisées en novembre, à partir d'une multitude de rencontres locales, en vue d'élaborer avec les citoyennes et les citoyens une proposition de loi pour sécuriser l'emploi et la formation.
- La campagne pour un commerce équitable, qui doit être l'occasion de développer le débat politique sur le besoin de réorienter la politique européenne sur les questions agricoles et d'alerter en

France sur la dure réalité imposée au monde agricole avec l'urgence concernant particulièrement la filière du vin et celle des fruits et légumes. Cette campagne met en lumière les enjeux sociaux, économiques et de démocratie du système de la grande distribution. Une précampagne de relevés de prix a été réalisée par Sylvie Mayer avec des élus et militants dans 17 villes et 30 magasins et qui prépare les autres phases de notre initiative, enquête, pétition et vente solidaire du 16 au 27 août.

- La préparation de la Fête: Quel sens prendra-t-elle? Nous verrons de quoi sera faite la rentrée, mais nous savons déjà qu'elle sera marquée par la lutte des sans-papiers et par la colère des enseignants. Elle sera marquée aussi par la quête du peuple de gauche. La fête de l'Huma 2006 sera une fête pour le rassemblement où nous porterons notre proposition, où nous ferons connaître la lettre de Marie-George. Ce sera une Fête pour ouvrir

des alternatives sur les contenus et une alternative politique. Elle sera le rendez-vous de tous ceux et celles qui veulent que ça bouge, sans doute le rendez-vous des collectifs. Le rendez-vous du peuple. Ce doit être notre objectif.

- Point sur la diffusion de la vignette
- La bataille pour une diffusion populaire de la vignette, la sauvegarde de l'Humanité et pour construire un grand rendez-vous politique, porteur d'espoir, festif, à la Fête, constituent tout à la fois des objectifs et des moyens d'élargir le débat sur le besoin et la nature de l'alternative.

Notre premier rendez-vous national, malgré quatre semaines de retard, ouvre sur des potentiels réels avec 5500 vignettes placées pour la région parisienne fin juin, et 3960 en province. ■

La discussion

Eric Corbeaux – Nord

Les communistes du Nord sont à l'initiative sur le plan d'urgence sociale. 100 rencontres sont impulsées dans les quartiers, les marchés, aux portes de 80 entreprises. Il y a besoin de clarifier notre stratégie pour impulser une vraie mobilisation militante des communistes et élus. L'urgence est de prendre des initiatives politiques avec notre projet, notre offre politique et la candidature communiste. J'attendais

du CN les conditions de préparation de la conférence nationale, affirmant la souveraineté des communistes. A l'image d'une circonscription du Nord, il y a une abstention possible des quartiers populaires, et un vote extrême droite à partir d'une colère forte et d'un manque de perspective.

Francis Parny – Val-d'Oise

Un appel de personnes investies dans la culture, les médias et la recherche en

faveur d'une candidature de rassemblement de Marie-George Buffet se constitue. Pourquoi? L'ouverture d'une alternative aux politiques libérales ne peut être crédible si elle s'incarne dans une dispersion des candidatures aux présidentielles. Et c'est maintenant, dans les comités d'union populaire qu'il faut régler cette question car elle « bloque » l'ensemble du processus pour les législatives et le renouvellement des pratiques politiques à gauche nécessaires à la transformation sociale.

Brigitte Dareau – Hauts-de-Seine

Pour réussir, les comités d'union populaire ont besoin d'un élargisse-

ment populaire. Intervenir dans la proximité est déterminant, mais pas suffisant pour cela. Il faut que chacun dans les comités puisse s'inscrire dans une cohérence nationale pour la construction du rassemblement antilibéral. La lettre de Marie-George ouvre cette voie. Comment l'utilise-t-on? Comment préciser le fonctionnement de ces comités et d'un processus démocratique. Il faut aussi aider les communistes à s'emparer de l'intégralité de notre démarche. Les aider à argumenter une candidature issue du Parti peut être un élément d'efficacité.

Alain Obadia – Paris

La lettre de Marie-George Buffet rend

crédible l'idée « nous voulons gagner » et montre la nécessité de rompre dans les faits avec la logique du présidentialisme. Il est important de la distribuer et de la faire discuter en lien avec notre « plan d'urgence sociale ». Il faut enrichir la charte antilibérale, et beaucoup plus qu'à la marge. Car il ne faut pas se limiter à une autre répartition des richesses, même si elle est nécessaire. Il faut impérativement avancer sur l'intervention dans la production des richesses. La préparation, dans des centaines de réunions locales, des assises pour sécuriser l'emploi nous permet de faire avancer ces débats dans l'action et avec la participation citoyenne la plus large.



Fabienne Pourre – Val-de-Marne

Je suis d'accord avec Eric Corbeaux. Je n'apprécie pas la lettre de Marie-George Buffet, sa démarche. J'avais compris, au Congrès, que les communistes seraient consultés à chaque moment pour être maîtres de leurs décisions stratégiques. Mais, depuis des mois les secrétaires de section font redescendre, des décisions prises par un centre. Il y a une tranchée qui se creuse entre celles-ci et les militants, la réalité d'un parti populaire encore, d'un parti de gauche. A trop ignorer les valeurs, les raisons d'être communistes pour les militants de notre parti, la responsabilité de le rendre inaudible est prise. C'est grave pour construire le parti communiste du XXI^e siècle dont notre peuple a besoin.

Michèle Leflon – Ardennes

L'appel unitaire signé par le PCF a relancé l'espoir de la possibilité d'un changement. Dans les Ardennes un collectif de la gauche antilibérale s'est créé, rassemblant alternatifs, LCR, MRC, PRS, et PCF avec pour but le débat, et l'action. Il a survécu à l'annonce de la candidature d'Olivier Besancenot, car il est en phase avec les attentes de la population et est une ouverture vers des militants associatifs qui reconnaissent la place essentielle des communistes dans ce rassemblement.

François Jacquart – Ardèche

Les communistes font des choses mais ils ont peur d'un isolement lors des échéances de 2007. Qu'attendent réellement les gens de notre parti en 2007? Ne pas sous-estimer la réalité du danger du vote utile si rien ne bouge autour du rassemblement. La candidature de Marie-George Buffet est-elle la plus rassembleuse? Doit-elle être le préalable au rassemblement? L'identité communiste serait-elle réduite à néant si Marie-George Buffet n'est pas la candidate? La candidature de José Bové n'est pas à ignorer, elle est aussi porteuse de rassemblement. Nous devons articuler présidentielle et législatives. Nous devons élargir le rôle et le pouvoir des collectifs unitaires, le besoin d'articulation nationale pour donner à voir le rassemblement.

Patrice Voir – Isère

Je trouve que, sur la question de la candidature à la présidentielle, les choses sont en train de bouger. Le 11 juin à Roussillon (fête de section) le débat était bloqué sur la question des présidentielles par crainte de nuire au rassemblement. Un certain nombre d'événements se sont produits. Hier, à l'initiative du Maire de Roussillon, un collectif très large s'est créé avec 80 personnes dont un bon nombre n'est adhérent nulle part. Toutes les questions ont été abordées: contenu, démarche et, sur la présidentielle à partir des critères, un seul nom a été cité: Marie-George. Sur José Bové, c'est pour moi une candidature d'un projet de société tronqué, une candidature providentielle, anti partis.

Jean-François Gau – Paris

Le rassemblement auquel nous travaillons se heurte à des difficultés.

Celles-ci sont présentées comme une « concurrence » entre partis et individus en vue d'une candidature commune à l'élection présidentielle. La sélection ne sera pas trouvée dans un « plus petit dénominateur commun ». Il faut aider à hausser le niveau politique: les différentes candidatures évoquées (celles du PS, de ses alliés, de la LCR, la proposition unitaire que nous avons faite au Congrès) recourent différents choix politiques qui portent sur le contenu des projets et l'objectif proposé pour 2007. Le grand mérite de la lettre de Marie-George est de clarifier et mettre en débat ces choix. Ce débat ne débouchera que s'il devient réellement populaire.

Catherine Tricot – Val-de-Marne

La candidature qui pourra rassembler et gagner doit être communiste – écolo – trotsko – féministe – altermondialiste compatible. Elle peut être membre d'un parti mais ne nous cachons pas que la crise politique et la défiance à l'égard des partis pèsent. Le parti a la responsabilité de proposer une sortie par le haut.

Yves Dimicoli – Paris

Risque de dérive populiste, anti-partis, du débat sur la candidature (Huma 7 juillet). Déléguer à un candidat charismatique serait pire encore que déléguer à un parti. Pour un rassemblement large et non délégué, au contraire, il faut une dynamique, avec le PCF, où les gens s'emparent de plus en plus d'un contenu à la hauteur du défi social-libéral. Candidature nécessaire de Marie-George Buffet pour ça. Ne pas faire l'économie d'un travail précis de contre-propositions au nom de « l'anti-libéralisme ». Sa « charte » indique qu'on peut avancer dans une co-élaboration. Mais, insuffisante. Retravailler avec les gens en prenant appui sur le programme du PCF. Importance des assises régionales sur l'emploi.

Liliane Sommeiller – Allier

Je fais part de réflexions de camarades de l'Allier. Nous ressentons une volonté de se mobiliser et un certain nombre de difficultés à se repérer dans l'évolution de la stratégie pré présidentielle. Trois remarques du conseil départemental: Engagement des communistes sur notre démarche de congrès. Trouble suite à l'appel auquel s'est associé le CEN. Sur les collectifs créés, nous mesurons le besoin d'aborder un contenu précis. Rien ne doit être imposé aux militants. Ne pas les dessaisir pour faire de la place à des personnalités. Attente des camarades de la désignation de notre candidat. Nous pensons qu'une campagne militante, rassembleuse pour la présidentielle, sera positive et apportera pour les législatives.

Colette Tignières – Pyrénées-Orientales

Succès de notre fête fédérale – souligné par l'ensemble de la presse. Des milliers de participants, 36 adhésions. Grande qualité des débats. Le forum a réuni les représentants des différents partis de gauche. Nous sommes allés au fond sur les contenus en lien avec la candidature. Proposition de la candidature de M.-G. Buffet, reprise par des socialistes a conduit la LCR à remettre en question celle de O. Besancenot. Dans les têtes: soit plus rien avec le PS, soit PS incontournable. Caractéristique commune:

démarche de sommet. Lettre de M. G. Buffet va aider. Nécessité de poursuivre sur les contenus

Francis Wurtz - Bas-Rhin

Il y a, dans le rassemblement, des questions politiques auxquelles les différentes forces politiques n'apportent pas les mêmes réponses. Exemple: la LCR n'a pas signé l'Appel national. Il faut donc aborder ces questions en toute clarté: notre objectif est-il de gagner ou de témoigner? Quelle doit être notre attitude au 2^e tour de la présidentielle? A quelles conditions accepterions-nous de participer au gouvernement? Comment « jouer collectif » dans une élection de nature « présidentielle »? La lettre de Marie-George est d'une grande utilité pour répondre à des interrogations. Par ailleurs, je suis pour dire que nous voulons « changer la donne à gauche », c'est-à-dire rendre incontournables les exigences de ruptures avec le libéralisme.

Denis Durand – Paris

La division à gauche peut être dépassée si nous nous engageons avec plus de courage dans une campagne en direction de tous les citoyens, portant inséparablement sur notre programme, la candidature de Marie-George Buffet et les conditions du rassemblement. C'est nécessaire pour répondre aux attentes des citoyens. Une des forces de nos propositions - par exemple pour rendre possible la satisfaction des revendications face aux charges financières qui écrasent les très petites entreprises, avec un autre crédit et une autre politique monétaire - est qu'elles s'appuient sur l'expérience de 140000 militants. D'où l'enjeu des assises pour l'emploi.

Michel Duberland – Gironde

En moins de 10 jours, avant le match France-Espagne, 600 personnes en réunion publique unitaire en Gironde. Sur un autre format, le meeting d'Aubagne confirme l'aspiration unitaire pour une alternative antilibérale. Montrer la différence entre la candidature de la LCR, celle de J. Bové et notre offre politique aide à lever des craintes, mais des doutes subsistent. Le mandat de la délégation du PCF dans le collectif national d'initiative mérite d'être précisé, voire confirmé.

Jean-Marie Doussin – Seine-Saint-Denis

Dans le 93, les gens mesurent l'impact de la gestion de la droite. La rentrée scolaire s'annonce catastrophique. De nombreux préavis de grève sont déposés. Ne pas en rabattre sur l'exigence de s'unir pour battre la droite. Le niveau des débats sur les contenus alternatifs pour changer la société est rehaussé. Aider les communistes à mieux se faire le relais de nos propositions. Soyons offensifs sur l'élargissement et le contenu des comités d'union populaire. 26 recensés dans le 93, la dynamique née est insuffisante. Posons la question de la transformation sociale, du projet politique de rupture, le débat sur les critères correspondants au type de candidature qui la porte. La lettre de M.-G. Buffet est un point d'appui pour les dépasser.

Hélène Masure – Oise

Dans les quartiers populaires, l'attention guette. Nécessaire de mener bataille des idées en liant questions sociales et rassemblement autour d'un

projet antilibéral. Avec la journée à la mer, parlons pouvoir d'achat, partage des richesses, rassemblement populaire pour changer de politique. Sur candidatures, les actes font la différence: LCR désigne son candidat, José Bové se présente, PCF signe appel au rassemblement et M. G. Buffet dans sa lettre aux collectifs pose le débat, non sur une personne, mais sur un projet et une démarche.

Martine Gayraud – Gard

Je partage l'idée que les choses bougent: cinq créations de comités d'union dans le Gard et deux créations en cours. Mais pour le moment, cela se résume à rassembler autour de l'appel, cela bute sur la question de la candidature. On a besoin d'aller au débat sur cette question à partir de critères, mais sans dissocier du contenu. Cela ne s'oppose pas à nos rencontres de l'été, de proximité, où l'on peut développer nos propositions mais aussi parler du rassemblement et du contenu d'un projet politique pour changer la vie. Ne pas le dissocier de nos initiatives notamment sur l'emploi en lien avec les situations locales pour préparer les assises pour l'emploi.

Pascal Borelly – Hauts-de-Seine

La formule « partage des richesses » n'est pas juste, car elle veut dire que tous les besoins seraient satisfaits, ce qui est faux en France et dans le monde. C'est l'idée de croissance zéro et d'austérité. Après la victoire contre le CPE, les conditions du débat sur l'emploi ont bougé. Ce ne sont plus seulement le constat, la dénonciation ou la protestation. Mais la construction de véritables alternatives, comme à la Sogerma. Beaucoup de thèmes viennent: quels types d'emplois, quelle politique industrielle, quelles créations de richesses, quels financements, le rôle du dollar, les sous-traitants, quels pouvoirs pour les salariés, les élus. Dans les Hauts de Seine, création d'un comité local dans le sud du département.

Jean-Jacques Karman – Seine-Saint-Denis

Faire la différence par le programme! Le vrai choix n'est pas entre gauche et droite. Il est entre gérer le capitalisme ou rompre avec lui. Il nous faut proposer l'inacceptable pour le capital. Nationalisations et droits nouveaux. Imposer le capital, sortir de l'Europe de Maastricht. 1500 euros de SMIC et plus 200 euros pour tous dès le 1^{er} septembre 2007. Rétablir les avancées supprimées depuis 1945. Loyers HLM plafonnés à 15 % des ressources. Assemblée constituante pour une 1^{re} République sociale. Ces premiers points sont capables de faire espérer et par la suite la candidature sera logique!

Françoise Guiche – Paris

La nomination de P. Mongin, PDG de la RATP est éminemment politique et de nature à confirmer et accélérer les attaques faites à notre entreprise publique. Plus que jamais, l'heure est au rassemblement pour changer vraiment de politique et imposer un rôle démocratique à la présidence de la république. Il y a urgence à ce que les communistes soient en possession des travaux du congrès pour qu'ils s'appuient sur ceux-ci pour enrichir la charte du 29 Mai. Plus ils seront impliqués, plus la dynamique de la gagne s'enclenche. N'attendons pas pour

éclairer les salariés sur le programme du PS – Ayons confiance en nous pour donner confiance aux gens.

Jean-Paul Boré – Gard

Mon choix pour la candidature de M. G. Buffet est confortée et peut devenir une position collective. Opposés à une candidature de témoignage ou résultant du plus petit dénominateur commun, donnons lui du sens. Battre la droite, réussir à gauche implique de créer les conditions de notre participation à une majorité! Certes, mais pour cela plus que de nous positionner par rapport aux autres, avançons mieux encore notre projet: SEF, Ecole, SMIC, fiscalité en montrant comment financer. Alors cette candidature sera utile dans un scrutin contestable dans son principe et pour la suite. Ainsi, nous rassemblerons dans les collectifs en étant attentifs au rôle décisif des communistes.

Anne Lafaurie – Val-de-Marne

Je trouve qu'on est dans une situation difficile, au plan de la mobilisation des communistes. Sentiment de flou sur la candidature issue du parti. Il est nécessaire de clarifier la manière de construire la conférence nationale afin que les communistes soient en capacité de décider. Besoin de rendre plus visible notre engagement dans les assises pour l'emploi. Construire une loi intéresse et valorise notre conception de construction populaire des contenus. Préparation d'un forum Transports aériens/aéronautique: un 4 pages préparé, 130000 exemplaires dont 100000 pour IDF: utile pour initiative assises pour l'emploi et déploiement parti vers les entreprises.

Olivier Gebuhrer – Bas-Rhin

La lettre de M.-G. Buffet est très importante: elle précise la démarche, déclare pour qui et avec qui elle est disponible, ce qui nous différencie; ce n'est pas de l'auto proclamation. Ne doit-on pas dire ce que devrait être une initiative française et européenne au Proche-Orient si une orientation de gauche antilibérale l'emportait? Le sport comporte pour nous une dimension éthique. Le Mondial a montré des aspects d'une société dominée par la loi de la jungle. Il n'est pas possible, si cela est d'accepter que la dignité d'un joueur soit bafouée. Toute la lumière sur ce qui a conduit un joueur d'exception à un geste injustifiable doit être faite. Nous devons être porteurs de cette exigence.

Daniel Cirera – Seine-Saint-Denis

Les enjeux européens seront présents dans les échéances de 2007 (compte tenu du calendrier pour un nouveau traité, des conséquences des politiques européennes, l'expérience de la campagne pour le « non » à gauche). Ce qui légitime la candidature communiste de rassemblement, c'est l'ancrage dans les réalités populaires du projet qu'elle portera (précarité, protection sociale, mais aussi GDF/Suez, exigences démocratiques...). C'est cela qui permet de ne pas se laisser enfermer dans le piège de « la gauche de la gauche » alors que notre ambition, c'est de faire bouger toute la gauche.

Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine

Démontrons par les actes que le PCF est « un atout pour que les hommes et les femmes puissent intervenir ». Et, partant, l'atout d'une candidature M.-





G. Buffet. Les assises pour l'emploi ont pour but cette intervention: depuis les luttes, à politiser, jusqu'à l'élaboration d'un projet de loi, en passant par les fonds régionaux. Pour empêcher une orientation sociale libérale, il y a le rapport de forces et les luttes. Rendons aussi incontournables des critères de contenu: pouvoirs sur les gestions, sur l'utilisation des profits, pôle financier public, nationalisations nouvelles, rupture avec les exonérations de cotisations sociales, une BCE favorisant l'emploi, pénalisant la finance.

Emmanuel Dang Tran – Paris

La marche forcée pour effacer l'identité du PCF est un contresens pour le rassemblement et la rupture politique, même si Marie-George Buffet devrait être candidate « commune ». Les comités « anti-libéraux » sont politiques, évinçant les choix des communistes. Le contenu est vague. Le non de classe est évacué. L'annonce du désistement automatique pour le PS nous déconsidère. Y compris en vue de 2007, notre rôle est à l'impulsion des luttes. La bataille de GDF est capitale, urgente, rassembleuse. Dans la suite du non, mettons en échec les directives de marchandisation co-adaptées par le PS. Mettons en avant la re-nationalisation de GDF, EDF, Suez, Total. Comme en Bolivie et au Venezuela!

Fabienne Debeauvais – Somme

La raison d'être du PCF c'est d'être un parti de classe, à la disposition des exploités contre le capitalisme, porteur d'autres choix fondamentaux, non d'être une association quelconque ou un parti comme les autres. Impliquer les salariés, les citoyens à ce combat n'est pas facile, encore moins aujourd'hui. La multiplicité des partis « de gauche » n'aide pas à la prise de conscience de classe, à la mobilisation populaire. Ce n'est pas une raison pour baisser les bras. Le renforcement du PCF est une question vitale pour gagner dans les luttes. Il nécessite des initiatives politiques de proximité qui exigent une impulsion nationale sur l'emploi, les retraites, le pouvoir d'achat, le social.

Sylvie Larue – Ile-et-Vilaine

Unité des forces anti-libérales sur un projet, une dynamique citoyenne, deux axes indissociables, qui se nourrissent. Si les deux ne sont pas réunis, pas de mobilisation populaire. Risque Sarkozy. Elargir les collectifs. Accepter un processus de désignation des candidatures dans les collectifs. Tout faire pour gagner l'unité. Ne pas considérer comme définitif le choix de la LCR. Clarifier la question des rapports au PS. Préciser les conditions d'une participation gouvernementale. Besoin d'une fête de l'Huma à l'image de l'unité et de la dynamique citoyenne, y compris pour le meeting.

Nadine Bourdin – Val-de-Marne

Dans la situation politique actuelle, rien n'est pire que l'attentisme. Aller à la rencontre des salariés et habitants pour créer une dynamique de transformation de la société, un rassemblement populaire et antilibéral. A Choisy le Roi, nous sommes allés une journée entière rencontrer des salariés et habitants pour discuter à partir des revendications, luttes et révoltes, des propositions politiques pour l'alternative et la candidature unitaire. Avec

les salariés de l'Imprimerie nationale en lutte ou les femmes d'une grande cité populaire, ces discussions ont permis de construire de l'espoir! Les 1000 rencontres de cet été doivent contribuer au rassemblement populaire antilibéral.

Isabelle Lorand – Val-de-Marne

Pour être populaire, c'est-à-dire large et massif, un mouvement a besoin de croire à la victoire. C'est l'hypothèse de la victoire qui a enclenché la dynamique pendant la campagne du référendum comme pendant celle du CPE. L'aspiration à l'unité est très puissante. Sa crédibilité est en panne. L'existence, dans la gauche antilibérale, de plusieurs candidatures qui apparaissent indépassables, produit du blocage. Nous avons la responsabilité de faire les propositions, de produire les actes qui crédibiliseront la candidature unitaire.

Chantal Delmas – Val-d'Oise

L'urgence pour l'instant c'est de rendre crédible et visible le fait que la candidature antilibérale puisse être majoritaire à gauche. La désignation de la candidature antilibérale sera le résultat d'un processus qui doit commencer par la désignation de porte-paroles, les contenus (charte antilibérale à améliorer dans le rassemblement) et critères à définir pour la candidature à la présidentielle. C'est seulement lorsque ce processus arrivera à maturité que l'on pourra désigner un(e) candidat(e) à la présidentielle.

Marie-George Buffet

Qu'il existe de l'inquiétude chez les communistes, quoi de plus normal! Elle existe chez tous ceux et toutes celles qui veulent battre la droite et réussir à gauche. Nous abordons les prochaines échéances avec des institutions couperets fonctionnant comme autant d'instruments pour le bipartisme avec une dynamique populaire, citoyenne pour un rassemblement antilibéral en construction. Les obstacles ne manquent donc pas. Mais cela doit-il nous conduire à en rabaisser sur notre objectif? Certainement pas! Au contraire nous voulons relever un défi très ambitieux: faire dérailler le bipartisme en faisant en sorte que quelque chose de neuf émerge à gauche. Parce que justement nous sommes inquiets pour l'avenir du pays. Soit nous parvenons à créer un début de dynamique sur un projet permettant que la gauche réussisse sur le long terme en mettant en œuvre un projet de transformation sociale. Soit nous aurons échoué et alors le bipartisme et les alternances sans changements auront du bon temps devant eux avec tout ce que cela entraîne comme renoncement aux droits et aux acquis de notre peuple.

Les enjeux de 2007-2008 revêtent donc un enjeu considérable pour le devenir même du pays. Va-t-il demeurer dans ce pays un courant porteur de changement et ce courant va-t-il se donner les atouts pour devenir majoritaire?

Ou alors acceptons-nous d'être dans un long tunnel où le seul objectif serait de se préserver, mais pour aller où? Mais sans être auteur ou acteur d'une perspective de changement concrète, crédible, pourquoi les hommes et les femmes de notre pays se tourneraient-ils vers ce parti autant dans les urnes que dans les luttes?

Alors vraiment, comme la peur n'évi-

te pas le danger, mieux vaut poursuivre notre mobilisation sur le contenu du projet, sur le rassemblement dans l'action, dans le débat comme nous en avons fait le choix au congrès. C'est sur la base certes des obstacles à surmonter mais aussi des potentiels de colères, d'exigences que nous avons travaillé pour le congrès à choisir la voie de la primauté du mouvement populaire, du rassemblement sur un contenu. Et dans cette démarche, nous avons décidé de donner à voir qu'une candidature de rassemblement à la présidentielle issue du Parti communiste pourrait être un atout non pour le Parti communiste en soi mais pour ce rassemblement, pour que le peuple garde la possibilité d'avoir des forces rassemblées qui portent ce changement.

Il est certain que des événements viennent contrarier cette démarche, comme la déclaration de candidature d'Olivier Besancenot. Nous en connaissons d'autres. Mais ils ne peuvent remettre en cause nos choix de congrès. Par contre ils nécessitent des réponses et des batailles politiques pour les faire partager. Par exemple, une réponse s'impose à la proposition de François Hollande sur sa fédération de la gauche en réaffirmant notamment les conditions de contenu pour une participation éventuelle à un gouvernement pour répondre aux attentes populaires. Le parti doit prendre une initiative dans ce sens dans les prochains jours.

On ne peut pas rester en attente, il faut produire des actes pour construire et réussir le rassemblement sur un contenu. Il y a longtemps que nous avons fini d'opposer les luttes à la perspective politique. C'est bien dans l'action et dans les luttes qu'il faut à chaque moment poser la question de l'alternative politique dans sa démarche et dans son contenu.

Il faut donc multiplier les initiatives, organiser les 1000 rencontres, construire les Assises pour l'emploi, poursuivre la lutte contre la loi Céseda et dans chacune d'entre elles, porter nos propositions alternatives, montrer qu'une autre politique est possible. Car le vote utile existe aussi parce que les hommes et les femmes qui l'utilisent pensent qu'on ne peut pas exiger plus que ce que propose le PS, qu'on ne peut faire autre chose que la politique qui a été menée entre 1997 et 2002. Combattre le vote utile exige aussi de lutter sur le renoncement en terme de contenu de la politique à mener!

Et donc, dans chaque action il nous faut développer nos propositions et nous les avons! Nos propositions sont cohérentes et crédibles sur les moyens financiers, institutionnels. Mais il faut aussi dans le même temps montrer qu'un rassemblement majoritaire est possible. Y a-t-il dans ce pays des hommes et des femmes pouvant majoritairement se retrouver sur un tel contenu? Il faut donner à voir cette possibilité, montrer aux hommes et femmes de gauche que leur rassemblement, leur participation peut faire bouger les choses. D'où la lettre que je leur ai adressée.

Comment douter qu'elle porte les valeurs communistes? Ces valeurs ne sont-elles pas d'être audacieux sur les contenus, d'être force de rassemblement et de ne jamais perdre de vue l'intérêt du peuple? Donc de se donner les moyens que les choses changent pour le peuple lui-même.

D'où le besoin d'appels populaires, de quartiers ou d'entreprises qui, comme ceux des syndicalistes ou de personnalités du monde des arts et de la culture, montrent en quoi la proposition politique que nous faisons peut être un apport au rassemblement lui-même et à son succès, par son contenu et sa démarche.

Comment faire de la Fête de l'Humanité un événement rempli de notre démarche, qui donne à voir en quoi les communistes se mettent au service du rassemblement pour faire bouger la gauche et faire en sorte qu'elle réussisse? Comment en faire un formidable soutien au journal *l'Humanité*?

Concernant les droits des communistes, nous avons un mandat de congrès.

Nous avons décidé la tenue d'une conférence nationale en octobre. Nous y ferons le bilan de nos efforts pour la mise en œuvre de nos choix de congrès et de ce qui se sera passé à gauche pour que la conférence puisse se prononcer sur notre positionnement concernant les élections présidentielle et législatives. Pour la préparer, nous avons convoqué un conseil national les 8 et 9 septembre, il faudra en refaire un autre fin septembre pour la préparer le plus largement possible dans le parti. Entre-temps, la réunion nationale des collectifs du 10 septembre sera aussi un élément à verser à la réflexion des communistes dans le cadre de cette préparation pour se positionner.

Sylvie Tricot Devert – Val-de-Marne

Etre plus clair sur comité d'union populaire ou comité d'initiative populaire et unitaire. C'est une question de démarche. Travaillons les convergences, c'est cela qui a permis de gagner l'unité du 29 Mai et d'aller ensemble à la victoire. Il nous faut être plus présents sur CESEDA et les expulsions locatives. C'est aussi cela qui redonne espoir. Attention de ne pas instrumentaliser les comités d'initiative: il faut respecter chacun.

Elisabeth Gauthier – Essonne

Pour les choix à effectuer, en matière de contenus et candidatures, il y a une double source de souveraineté: les collectifs et organisations engagées. Un débat politique élargi, approfondi s'impose pour avancer au niveau national et dans chaque circonscription. Sur les objectifs du rassemblement, les conditions de sa pérennité, pour opérer des ruptures, sur la stratégie, la méthode, les contenus, c'est dans le débat dans les collectifs avec les citoyens que pourront mûrir les critères fondant les candidatures. C'est dans ce travail d'élaboration commune que se créeront la force du rassemblement, les convictions profondes, la puissance de la mobilisation, avant et après les élections.

Stéphane Coloneaux – Val-de-Marne

C'est un conseil national important pour deux raisons. La première, parce que nos actes en direction des autres forces antilibérales sont des atouts, dans le cadre des choix de congrès, pour lever les obstacles et les difficultés liés à la situation politique à la gauche de la gauche. La deuxième parce que, oui, il faut répondre aux inquiétudes des communistes. Elles et ils sont attachés au PCF, souvent elles

et ils veulent aussi pouvoir, tout en travaillant au rassemblement, espérer un avenir au PCF. Les 1000 rencontres doivent, aussi, être des moments de rencontre avec les communistes.

Robert Injey – Alpes-Maritimes

Il y a besoin de prendre le temps de débattre avec les communistes. Mon expérience dans les Alpes-Maritimes c'est que cela est indispensable pour favoriser leur implication. Il existe chez les camarades une disponibilité à agir qui se traduit par la création de nombreux collectifs locaux, ou bien encore 1000 signatures de l'appel de M.-G. Buffet dans le département. Nous parlons souvent de la candidature à la présidentielle, faisons de même sur les législatives qui donnent plus à voir la diversité et l'effort des communistes pour rendre celle-ci possible.

André Chassaigne – Puy-de-Dôme

Avant tout, pour les communistes, être « soi-même » ou tout au moins ce que nous devrions être. Les collectifs doivent être rassembleurs, lieux de construction partagée, qu'ils soient « d'initiative » ou « comités populaires ». Les conditions locales doivent être prises en compte. Etre soi-même, c'est aussi défendre tout naturellement notre conviction d'une candidature communiste à la présidentielle. Ce n'est pas faire de la récupération. Notre façon d'être est celle de notre vécu de communiste agissant. Le débat d'aujourd'hui n'est pas une parenthèse par rapport au vécu que j'ai pour défendre l'hôpital public, sauver une entreprise de 400 salariés ou mettre en débat une proposition de loi.

André Greder – Tarn-et-Garonne

Seules des candidatures de rassemblement antilibéral peuvent permettre à la gauche de se rassembler majoritairement sur une base de rupture avec les dogmes libéraux. Le PCF avance la candidature de M.-G. Buffet pour la présidentielle car elle serait un atout considérable pour ce rassemblement. Mais sommes-nous capables de dire aussi que si le débat mené par les acteurs du rassemblement aboutissait à une autre candidature, nous, communistes, nous irions malgré tout au bout de la démarche de rassemblement antilibéral? C'est le message d'espoir attendu.

Roger Martelli – Val-de-Marne

Devant la machine à bipolarisation, il n'y a aura que deux possibilités, si les forces alternatives se rassemblent, elles peuvent peser comme elles l'ont fait en 2005. Si elles ne le peuvent pas, les plus à gauche n'auront le choix qu'entre le vote utile et le vote protestataire. Dans ce cas, une candidature qui serait perçue comme celle du seul PCF aurait du mal à être reconnue. Cela aurait des conséquences au-delà de la présidentielle, notamment aux territoriales de 2008. Pas d'autre choix possible, pour nous, que la convergence alternative.

Nicole Borvo-Paris

Attention au surplace! Le blocage



majeur c'est la fatalité du bipartisme présidentiel sans grand changement avec à côté: extrême droite menaçante, abstention et « positionnement » radical. Donc la question N° 1 c'est de rendre crédible une autre politique à gauche: moyens d'une autre politique, capacité à créer le rapport de force nécessaire, plus de responsabilité. C'est le sens de l'appel politique de M.-G. Buffet et donc, de sa candidature. Il n'y a pas équivalence de ce point de vue entre les uns et les autres. Si on ne se bat pas sur cet « ensemble » on n'a aucune chance de rendre le rassemblement crédible.

Gisèle Cailloux – Hauts-de-Seine

Pour plusieurs camarades, l'unité ou le rassemblement sont des mots magiques pour gagner. Depuis 38 ans, j'entends des salariés dire aux syndicats: faites l'unité. Mais sans contenu, sans construction avec les salariés, l'unité ne suffit pas à mobiliser. Si nous voulons rassembler, mobiliser dans l'action et dans le vote, il faut construire avec eux ce contenu. Rejet de la constitution libérale notamment à 70 % dans les entreprises: servons-nous de nos propositions adoptées au congrès, construisons avec les gens. Sur la base d'un contenu réellement transformateur, notre proposition de candidature de M.-G. Buffet est légitime pour en porter tout le contenu.

Gilles Alfonsi - Seine-Saint-Denis

Nous avons mis en débat la candidature de M.-G. Buffet. Ne faisons pas la sourde oreille. Beaucoup nous disent qu'aucun responsable de parti ne pourra incarner le rassemblement antilibéral nécessaire. Notre responsabilité est de laisser ouverte la possibilité d'une autre candidature. Allons-nous travailler cette hypothèse? C'est quand nous jouons l'union que le Parti est reconnu. Contre le gâchis et face au risque d'émiettement, créons les conditions pour que le rassemblement antilibéral ne se fasse pas sur n'importe quel contenu et n'importe comment. Mesurons que nous jouons dans les deux ans l'avenir de notre parti. Prenons les initiatives pour libérer les potentialités actuelles.

Philippe Stierlin - Paris

La lettre de M.-G. Buffet, parue dans *l'Humanité*, montre à l'évidence qu'il y a un problème. La question est: comment on va-t-on décoder cette

lettre? Or, je pense qu'il ne peut y avoir de concurrence libre et non faussée entre trois candidatures antilibérales plus ou moins affirmées. Le PCF a pour tâche politique de résoudre X=B3 où B s'appelle Bové, Besancenot et Buffet. S'il ne le fait pas, alors que son utilité est aussi là, le PCF risque de le payer au prix fort et le social libéralisme sera de fait favorisé. Cette demande est croissante chez les communistes.

Béatrice Galicier – Hauts-de-Seine

La démarche du congrès est en construction. Les comités sont en construction et montrent un potentiel, il s'agit maintenant de leur donner du contenu. Sur les candidatures, est-ce qu'on cherche à sortir du système politique ou est-ce qu'on en suit les règles? Il ne faut pas de concurrence de candidat dans notre rassemblement. Il y a chez les participants aux comités des attentes fortes et une volonté de voir des engagements forts liés au quotidien des gens.

Alain Hayot - Bouches-du-Rhône

Face à la force du bipartisme, au débat à gauche enfermé dans les candidatures, à la démarche solitaire de la LCR, ou hors parti(anti-parti?) de J. Bové, contribuons à faire avancer le débat politique pour battre la droite et réussir à gauche. Ne soyons pas les défenseurs d'intérêts partisans, instrumentalisant le rassemblement antilibéral. Clarifions l'objectif de la présidentielle: témoigner ou gagner? Précisons le contenu du projet antilibéral, en inscrivant le rassemblement dans la durée. La proposition de M.-G. Buffet, porte parole parmi d'autres est un atout capable de contribuer au rassemblement de toute la gauche, de faire le lien entre mouvement social et projet politique alternatif.

Anne Jollet - Paris

Partir de la réalité sociale et politique: l'urgence de battre la droite et la nécessité de construire une force politique antilibérale. Pour cela, la nécessité est de poursuivre la dynamique unitaire ouverte par les succès de 2005. Notre engagement a déjà ouvert de l'espoir, redonné de la dignité à la politique. Mais nous devons aujourd'hui être plus clair pour donner confiance dans notre engagement et amplifier la dynamique. Nous devons dire clairement que nous ne faisons pas d'une candidature communiste un préalable, que notre priorité est un rassemblement sur un contenu qui réponde à l'urgence sociale et que

toute candidature sur ce contenu sera la bonne.

Gaëtan Fernandez – Bouches-du-Rhône

La confrontation sur une candidature est une question politique que nous traitons. Je ne pense pas qu'elle soit dans toutes les têtes. Elle existe dans le microcosme des collectifs. A Port-de-Bouc l'assemblée travaille les contenus et je ne sens pas de problème sur les candidatures. J'entends souvent: après la claque du 29 Mai, croyez-vous possible de changer la vie. Le rassemblement ne peut pas se faire autour de la valse d'appels pour aller plus vite. Pourrions-nous faire des appels sur nos propositions. Dans cette construction le monde du travail va être déterminant. Le non a gagné parce que nous avons fait le lien entre la mal vie et le projet de la droite en donnant une alternative. La clé est là.

Amandine Omari – Aude

Il faut apprécier notre activité en tant que militants communistes avec le Réseau éducation sans frontière, pour la défense des services publics, le soutien au monde agricole. Après la rencontre de M.-G. Buffet dans l'Aude avec des responsables viticoles, il est urgent d'intensifier nos prises de positions sur cette question comme nous le ferons avec André Chassaigne le 18 juillet à Montpellier. La démarche de rassemblement antilibéral souhaitée par le PCF doit être portée sans hégémonie. Notre direction, le CN, doit confirmer (par un vote) notre engagement dans les collectifs unitaires et populaires jusqu'à notre conférence nationale.

David Prout – Seine-Saint-Denis

Nous sommes condamnés à réussir à gauche. La reproduction d'un schéma du type 2002 où les forces anti-libérales sont dispersées, nous condamne à un score du même ordre de grandeur qu'il y a 4 ans. Entre la volonté d'assurer la présence de la gauche au deuxième tour et celle d'exprimer un vote de protestation, l'espace politique pour une candidature communiste, parmi d'autres, hors d'une nouvelle construction politique, se réduit comme peau de chagrin. Personne ne nous conteste le fait de proposer une candidature et de la mettre en débat comme nous l'avons décidé au Congrès, ce n'est pas un préalable au rassemblement. Dès lors disons ce que nous ferons si nos partenaires jugent que notre proposition n'est pas la meilleure.

Pierre Lacaze – Haute-Garonne

Face à la droite qui poursuit son pro-

jet destructeur, il nous faut être en acte politique sur l'international (la Palestine, l'Amérique du Sud, le désarmement nucléaire), sur l'emploi, le pouvoir d'achat, le refus de la précarité (le CN doit interpeller Chirac pour l'amnistie des manifestants anti-CPE), sur le service public, l'aérospatiale, EDF-GDF. Le rassemblement a besoin de contenu et d'un accord sur le ou la candidat(e) à la présidentielle et M.-G. Buffet me semble la plus apte à rassembler sans exclusive. Soumettons-le au débat.

Danièle Montel – Seine-Saint-Denis

En participant à la création d'une dynamique antilibérale, le PCF poursuit et marque la vie politique. Les possibilités de rassemblement sont très larges. Allons-nous, nous impliquer vraiment et être à l'initiative ou, allons-nous participer à l'éparpillement et nourrir l'impuissance? Besoin de clarté. Poser la candidature de M.-G. Buffet comme débouché logique peut contribuer à mettre en échec notre stratégie. Les résultats aux présidentielles marqueront les élections législatives, cantonales et municipales avec des implications dans le 93 et le 94. Ne gâchons pas les possibles ouverts avec le référendum. Décidons d'actes forts, audibles, marquant notre volonté de réussir ce rassemblement antilibéral.

Caroline Andréani – Seine-Saint-Denis

Premièrement, je veux dire que je suis extrêmement choquée de la déclaration du CEN du PCF contre Maxime Gremetz, l'accusant d'avoir sollicité les voix du FN: c'est de la diffamation et des affirmations gratuites. Deuxièmement, l'élection présidentielle doit être le moment de reconstruire notre Parti en proposant et en défendant un programme réellement communiste (sortie de l'Europe de Maastricht, renationalisation, réindustrialisation, etc.). Enfin, je pose la question de l'après élection: irons-nous vers une nouvelle gauche plurielle? La majorité des communistes ne le veut pas. Une telle participation n'aura qu'une conséquence: la disparition du PCF.

Malika Zediri – Val de Marne

On ne peut pas gérer les impayés de loyer par la mise à la rue! Le nombre de logements sociaux construits est encore en baisse. D'autre part, avec des opérations de renouvellement urbain, la casse des logements, des familles sont relogés dans un parc totalement saturé. On doit élever le niveau de nos actions et de notre colè-

re. Sur le débat candidature... rien ne se décrète, rien qui puisse se régler par un revers de main. Il nous faut créer les conditions du choix du candidat à l'intérieur des collectifs en toute transparence.

François Auguste – Isère

Je pense que c'est la LCR et pas nous qui souffrons dans les réunions des collectifs. Ils cherchent des arguments pour justifier une attitude qui ne rassemble pas. Ensuite, je pense qu'il ne faut pas céder sur la place des partis politiques pour les candidatures, mais en étant plus forts, plus lisibles, plus audacieux sur le fait que le PCF propose de mettre la démocratie participative au cœur de la vie politique et de la construction d'une VI^e République.

Gilles Alfonsi – Seine-Saint-Denis

En réponse à Pierre Lacaze, premièrement, au congrès, nous avons proposé une démarche et non pas désigné M.-G. Buffet comme candidate; deuxièmement, ce qu'un congrès souverain décide d'engager, les communistes souverains peuvent décider de le modifier. On n'est pas souverain quatre jours tous les deux ans. Enfin, les décisions seront notamment prises à la conférence nationale en octobre.

Jean-Jacques Karman – Seine-Saint-Denis

Au sujet de la déclaration de Brigitte Dionnet condamnant Maxime Gremetz pour avoir « fricoté » avec le Front National. Nous pouvons réaffirmer notre opposition au Front National mais pas condamner un camarade avant la justice, surtout que ce camarade, je l'ai eu au téléphone, dit qu'il n'a rien à voir avec le Front national. Trop souvent au nom de divergences politiques, nous avons jugé des camarades alors NON plus cela ici.

Brigitte Dionnet – Seine-Saint-Denis

En faisant cette déclaration (voir ci-dessous), j'ai pris mes responsabilités de dirigeante nationale chargée du lien avec la FD de la Somme, en accord avec les trois secrétaires départementaux de Picardie. L'audience a en effet révélé que non seulement M. Gremetz a été élu à l'ARH avec les voix du FN mais qu'il les aurait sollicitées. C'était trop grave pour rester sans réaction politique et sans réaffirmer la condamnation de toute espèce d'entente avec le Front National qui se situe à l'opposé des valeurs que portent les communistes. ■

Déclaration de Brigitte Dionnet, membre du CEN du PCF

L'audience du procès en diffamation intenté par Maxime Gremetz contre le Président du Conseil régional a révélé de nouveaux éléments: non seulement Maxime Gremetz a été élu à l'ARH avec les voix du Front National mais, surtout, il les aurait sollicitées. On ne peut rester silencieux dans l'attente du jugement qui sera rendu le 5 septembre. Comme l'avaient déclaré les secrétaires des fédérations communistes des trois départements de la Région Picardie au moment des faits la démission de Maxime Gremetz de

l'ARH s'impose. Nous condamnons sans aucune réserve, toute espèce d'entente avec le Front National. Ce n'est pas un parti comme les autres. Les haines et les divisions qu'il attise sont à cent lieues des valeurs démocratiques et républicaines que nous fêtons à l'occasion du 14 juillet prochain. Les idées, projets, objectifs, méthodes de l'extrême droite sont à l'opposé des idéaux et valeurs défendus par le parti communiste français. En tout état de cause, on ne peut se réclamer du communisme et en même temps fricoter avec des individus et un parti

dont le racisme, la xénophobie, l'anticonnisme sont le fonds de commerce. Tout rapprochement avec le Front National et ses élus, sous quelque prétexte que ce soit est indigne, aux antipodes des efforts des communistes pour construire un rassemblement antilibéral permettant, lors des prochaines échéances électorales, de battre la droite et l'extrême droite et de réussir à gauche. Rien ne les détournera de leur objectif: militer activement pour construire une union populaire, un rassemblement majoritaire capable de commencer à faire changer la vie.

Paris, le 11 juillet 2006



Équipe de rédaction

2, place du Colonel Fabien - 75019 Paris
Mél: communistes@pcf.fr • Télécopie: 01 40 40 12 46
DIRECTEUR: Jean-Louis Le Moing • Tél.: 01 40 40 11 67
RÉDACTION: Patrice Falguier • Tél.: 01 40 40 13 59
Élisabeth Ackermann • Tél.: 01 40 40 11 06
RELECTURE: Jacqueline Lamothe
MAQUETTE: Zouhair Nakara

COMITÉ DE RÉDACTION: Élisabeth Ackermann - Gérard Busque - Brigitte Dionnet
Patrice Falguier - Jacques Fath - Joëlle Greder - Madeleine Hivernet
Jean-Louis Le Moing - Franck Mouly - Denis Rondepierre - Gérard Streiff
ONT PARTICIPÉ À LA RÉALISATION DE CE NUMÉRO: Gérald Briant
Madeleine Hivernet - Cécile Jacquet - Claudine Ludwig - Monique Dagorn
SECRETARIAT: Marianne Parmigiani - Claudine Desmaison

